

LECO

de la semaine

18 au 24 Octobre 2025



SOMMAIRE

Économie rurale : La pisciculture de plus en plus prisée dans la région Analamanga.....	2
Madagascar – indonésie - Le volume des échanges reste timide	2
Devises - L'ariary flanche face à l'euro.....	3
Transport aérien - Un Malgache aux manettes de Madagascar Airlines.....	3
Afrique subsaharienne : Croissance soutenue et défi pressant de l'emploi.....	4
Tourisme : Les « séjours bien-être » séduisent les voyageurs.....	5
Interruption de l'Agoa : prévision inquiétante du FMI pour Madagascar	5
Refondation de Madagascar : Miser sur la force de l'industrie.....	6
Fifanarahana UE sy Madagasikara : Trondro Lamatra 14 000 taonina no azo jonoin'ny europeanina.....	6
Redevances aéroportuaires - Adema réclame 80 milliards d'ariary à Ravinala Airports.....	7
Rizière de Laniera - Des paysans s'attendent au pire.....	7
Conjoncture : Une économie qui se redresse mais un niveau de vie encore dérisoire.....	8
Madagascar dans le dur : Croissance en retrait, services publics fragiles, commerce extérieur sous pression.....	9
Projet Mihamafy Sava : faciliter l'accès au marché pour les agriculteurs.....	10
Refondation - Les attentes du secteur privé.....	10
Environnement des affaires : le Fivmpama salue la nomination du Premier ministre	11
Parabole Madagascar : Hikatona vonjimaika fa tsy ho foana.....	11
Kaominina Antetezambaro : Notolorana zana-trondro tilapia 8 000 isa	12
Loi de finances 2026 - Le budget de l'État à refaire	12
Crise énergétique : Zafiri, une solution d'espoir pour les minigrids.....	13
Stratégie de distribution : Madagascar Airlines se booste avec Galileo	13
Madagascar : la jeunesse, un potentiel inexploité pour le développement	14
Ravinala Airports : Trois millions d'euros annuels versés à l'Etat.....	14
Sandam-bola : Mitotongana ny Ariary miohatra amin'ny dolara	14
Crise - Le Jeune Patronat prépare la relance économique.....	15
African Energy Week - Les États-Unis veulent dynamiser le gaz en Afrique	16
Internet mobile : L'ARTEC pousse les opérateurs à revoir leurs tarifs	16
Cacao : Retournement de cycle et chute brutale des cours.....	16
Métiers manuels : Ces professions que l'IA ne pourra jamais remplacer.....	17

Économie rurale : La pisciculture de plus en plus prise en compte dans la région Analamanga

ANTSA R. | 18 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Dans la commune de Fieferana, district d'Antananarivo Avaradrano, six pisciculteurs ont bénéficié d'un appui technique ciblé pour la reproduction de la carpe. Une équipe de la direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue (DRPEB) Analamanga a conduit une descente sur le terrain, afin de diagnostiquer les installations, contrôler les paramètres d'eau et vérifier les géniteurs prêts à être utilisés pour l'alevinage. Les agents ont recommandé des ajustements sur l'alimentation, l'oxygénation et l'hygiène des bacs, afin d'optimiser les taux de fécondation et de survie des alevins. Les producteurs rencontrés ont salué

des conseils jugés concrets, immédiatement applicables et adaptés aux réalités locales. Selon la DRPEB, ces appuis visent à sécuriser l'offre d'alevins de qualité, améliorer les rendements et renforcer les revenus des ménages engagés dans l'aquaculture, et répondre durablement à la demande locale en poisson frais. À court terme, une nouvelle session de suivi est prévue pour évaluer les progrès et documenter les bonnes pratiques, dans la perspective d'étendre l'initiative à d'autres communes d'Analamanga.

Madagascar – indonésie - Le volume des échanges reste timide

IRINA TSIMIYALY | 18 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Les échanges économiques entre Madagascar et l'Indonésie restent faibles malgré un socle culturel et agricole commun. En 2023, ils ne représentaient que 49 millions de dollars.

Malgré des liens historiques et culturels forts, les échanges économiques entre Madagascar et l'Indonésie demeurent encore modestes. En 2023, le volume du commerce bilatéral s'élevait à environ 49 millions de dollars américains, selon des estimations basées sur les statistiques commerciales des deux pays, un chiffre qui ne représente que 0,6 % du commerce extérieur total de Madagascar, estimé à 7,9 milliards USD. Pour l'Indonésie, avec ses 258 milliards de dollars d'exportations et 220 milliards USD d'importations, ce volume représente à peine 0,009 % de son commerce mondial, un chiffre quasi symbolique pour Jakarta.



Cette faiblesse relative ne doit toutefois pas masquer les complémentarités existantes entre les deux économies. L'Indonésie, forte de plus de 100 millions d'habitants rien que sur l'île de Java, s'appuie sur un secteur agricole en croissance constante : entre 2022 et 2024, son PIB agricole a progressé de 6,31 % par an, atteignant 2 791 milliards de roupies.

Pilier d'un potentiel commun

Le sous-secteur des plantations, dont fait partie le clou de girofle, y joue un rôle clé avec 811,30 milliards de roupies en 2024.

Côté production, l'Indonésie demeure le premier producteur mondial de girofle, avec 147,68 mille tonnes en 2024. Cependant, plus de 90 % de cette récolte est absorbée par la consommation locale, notamment pour la fabrication des célèbres cigarettes kretek. À l'inverse, Madagascar, avec une production d'environ 40 000 tonnes, exporte presque l'intégralité de sa récolte. C'est ainsi qu'en 2022, le pays est devenu parmi les meilleurs exportateurs mondiaux de girofle, même s'il n'en est pas le premier producteur.

La filière malgache mobilise environ 18 000 producteurs sur 70 000 hectares, concentrés à 90 % dans la région Analanjirofo. Les zones littorales du Sud-est, comme Manakara et Mananjary, développent également une production industrielle. Toutefois, la saison 2024 a été marquée par une baisse de 5 %, due à des conditions climatiques défavorables et à la baisse des prix internationaux. Le coût logistique reste aussi un frein : selon un transitaire indonésien, « l'expédition maritime depuis Madagascar atteint environ 400 dollars par mètre cube ». Malgré ces défis, le potentiel de coopération reste considérable. Les échanges actuels, bien que faibles comparés à ceux entre l'Indonésie et l'Afrique du Sud (plus de 1 milliard de dollars) ou Maurice (80 à 100 millions de dollars), pourraient croître à travers des partenariats ciblés dans les épices, huiles essentielles, textiles ou produits halieutiques.

Comme le souligne un opérateur de la région Est de Madagascar, « les deux nations, unies par des racines austronésiennes communes, disposent d'un socle culturel favorable à un rapprochement économique ». Si le volume d'échanges reste encore timide, « les bases sont posées pour une coopération plus soutenue et mutuellement bénéfique ».

Devises - L'ariary flanche face à l'euro

ITAMARA OTTON | 18 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Décru passant ou tendance ? Telle est la question face à ce début de dépréciation de l'ariary. La conjoncture actuelle n'est pas favorable à la monnaie nationale par rapport à la monnaie unique. Malgré une relative stabilité lors des deux premiers semestres de cette année, l'ariary a commencé à se déprécier depuis mardi.

Le taux de change a grimpé à 5 200 ariary pour un euro sur les changes non officiels, et les opérations de la Banque Centrale montrent que la monnaie nationale atteint les 5 188 ariary pour un euro. Par rapport au dollar, l'ariary s'échange à 4 507 dollars.

Selon la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), « Depuis avril 2025, le cours de l'euro dépasse régulièrement les 5 000. Le 20 septembre, il a atteint 5 176 », une situation qui pourrait traduire la faiblesse de la monnaie nationale mais aussi des tendances mondiales à l'heure actuelle.

Selon la BFM, « La situation mondiale actuelle est caractérisée par une faiblesse du dollar US sur les marchés internationaux, résultant en une hausse continue de la parité EUR/USD. L'euro est renforcé. Le taux de change de l'ariary est ainsi soumis à un contexte mondial complexe et incertain ». Il y a également les mesures douanières américaines qui ont perturbé les flux mondiaux. La santé

de l'ariary est aussi à évaluer par rapport au dollar, selon la Banque Centrale.



En effet, plus de 60 % des transactions de la Grande Île se font avec le fameux billet vert.

La Banque Centrale a aussi précisé son rôle, en affirmant ne pas intervenir pour fixer un taux de manière arbitraire sur le marché des devises. « Son rôle se limite au lissage des volatilités excessives et à renflouer les réserves de change lorsque le marché le permet », indique l'institution financière.

Transport aérien - Un Malgache aux manettes de Madagascar Airlines

ITAMARA OTTON | 18 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Après le départ de Thierry de Bailleul, l'ancien directeur général de la compagnie, c'est le directeur général adjoint qui reprend les rênes de Madagascar Airlines par intérim. Il s'agit de Mahery Andriamamonjy, choisi par le conseil d'administration pour les représenter et poursuivre les opérations de la société dans ce contexte tendu. « Mahery Andriamamonjy, précédemment directeur général adjoint, a été nommé directeur général par intérim. Il est assisté par une direction collégiale composée de responsables expérimentés dans les domaines opérationnel, financier et commercial, pleinement mobilisés pour garantir la continuité des activités », indique la compagnie dans un communiqué envoyé hier à la presse. Madagascar Airlines indique aussi que ses opérations continuent et se poursuivent normalement sur l'ensemble du réseau, des dessertes domestiques pour l'heure actuelle.

Mercredi, l'ancien DG de Madagascar Airlines, Thierry de Bailleul, avait démissionné, poussé par le syndicat du personnel. Ces représentants n'ont pas donné plus de

détails quant à ses motifs, mais ils avaient déjà pointé du doigt la mauvaise gestion dans la société, même depuis la transition d'Air Madagascar, toujours en liquidation judiciaire, vers Madagascar Airlines. Le patron sortant avait effectué la passation hier, au siège de la compagnie.

Dans une lettre adressée à son personnel, il a indiqué faire face à un « climat de défiance interne » rendant sa mission « impossible sans risque d'aggraver la situation ». Il a fait part également de la situation délicate de la société. « Nous sommes dans une situation financière qui reste fragile, avec une trésorerie extrêmement tendue, et plusieurs échéances critiques de paiement interviendront dans les jours qui viennent. Les lessors et bailleurs de fonds (notamment la Banque mondiale) observent la stabilité managériale de très près », regrette-t-il. Il affirme même que certains partenaires avaient réagi face à son « faux départ » en juillet, menaçant de suspendre leurs contacts.

Afrique subsaharienne : Croissance soutenue et défi pressant de l'emploi.

R. EDMOND | 20 OCTOBRE | LES NOUVELLES

L'économie de l'Afrique subsaharienne continue de faire preuve de résilience, avec une croissance qui devrait progresser de 3,5 % en 2024 à 3,8 % cette année. C'est ce qu'affirme la Banque mondiale dans ses perspectives régionales, publiées en ce mois d'octobre.

Une accélération qui, selon le bailleur de fonds « repose en grande partie sur l'atténuation des pressions inflationnistes et une reprise modeste des investissements malgré une conjoncture économique mondiale toujours incertaine ».



Inflation

Bref, l'économie africaine amorce une reprise malgré les difficultés liées notamment à l'inflation. « *Vingt-trois pays enregistraient une inflation à deux chiffres en octobre 2022, contre dix en juillet 2025, signe d'un processus de stabilisation des prix.* Les projections de croissance sont néanmoins sujettes à d'importants risques de dégradation : effets indirects des incertitudes entourant les politiques commerciales mondiales, baisse d'intérêt des investisseurs et resserrement de l'offre de financements extérieurs, avec notamment le déclin de l'aide publique au développement. Le service de la dette extérieure a plus que doublé au cours de la dernière décennie, pour atteindre 2 % du PIB en 2024. Le nombre de pays d'Afrique subsaharienne déjà surendettés ou fortement menacés de l'être a presque triplé, passant de huit en 2014 à 23 en 2025, ce qui représente près de la moitié des États de la région ». Par ailleurs, le rythme de la croissance reste encore trop faible pour réduire sensiblement l'extrême pauvreté et pour créer des emplois en nombre suffisant et de qualité pour répondre aux besoins d'une main-d'œuvre en plein essor. L'Afrique connaît en effet

une transformation démographique d'une ampleur et d'une vitesse inégalées dans le monde.

Création d'emplois

Une explosion démographique qui, selon Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Afrique, une politique de réalisation de création d'emplois. « Au cours des 25 prochaines années, la population en âge de travailler en Afrique subsaharienne comptera plus de 600 millions de personnes supplémentaires », a-t-il expliqué en ajoutant que « *le défi consistera à accompagner cette croissance démographique par la création d'emplois de meilleure qualité, sachant que seulement 24 % des nouveaux travailleurs obtiennent aujourd'hui un emploi salarié.* Et pour créer des emplois salariés à grande échelle, il est essentiel d'opérer un changement structurel en faveur du développement des moyennes et grandes entreprises. » Le rapport énonce un ensemble de mesures prioritaires pour aider les pays à impulser cette création massive d'emplois. « Tout d'abord, le coût de l'activité économique doit être réduit pour permettre aux entreprises existantes de se développer et à de nouvelles entreprises à forte croissance de s'implanter sur le marché. Ensuite, pour créer un écosystème propice à la réussite des personnes et des entreprises, il est crucial de mettre en place des politiques visant à fournir de meilleures infrastructures (énergie, numérique, transport) et à développer le capital humain et les compétences. Par ailleurs, le renforcement des institutions et de la gouvernance peut assurer la stabilité, réduire la corruption et créer un environnement des affaires prévisible qui attire les investissements du secteur privé ».

Enfin, il sera également essentiel de stimuler le développement du secteur privé dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'industrie minière, le tourisme, les soins de santé, le logement et la construction. Par exemple, chaque emploi créé dans le tourisme en génère 1,5 supplémentaire dans des secteurs connexes. Avec des réformes et des investissements appropriés, l'Afrique subsaharienne peut libérer tout son potentiel de création d'emplois et s'engager sur la voie d'une croissance inclusive et durable.

Tourisme : Les « séjours bien-être » séduisent les voyageurs

NAVALONA R. | 20 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Les différents acteurs opérant dans le tourisme se mobilisent en diversifiant leurs offres afin d'attirer les voyageurs provenant des quatre coins du monde à choisir la destination Madagascar.

La Fédération des Hôteliers et des Restaurateurs de Madagascar (FHORM) propose, entre autres, les « séjours bien-être ». Il s'agit notamment d'une expérience conçue pour se ressourcer en favorisant la relaxation, la détente et l'amélioration globale de la santé physique et mentale. Cette offre touristique séduit actuellement les voyageurs en quête d'équilibre entre corps, esprit et nature, a expliqué la Fédération. Leurs séjours en terre malgache constituent non seulement une évasion dans la nature mais aussi une thérapie douce. En effet, les établissements hôteliers et restaurants peuvent proposer des menus équilibrés tout en promouvant les produits du terroir faisant la renommée de la Grande île sur le plan international pour ne citer que les langoustes, le foie gras, les épices et la vanille ainsi qu'en valorisant l'art culinaire traditionnel.

Types d'activités

Les « séjours bien-être » connus sous une autre appellation « séjours orientés wellness » offrent différents types d'activités. Les séjours spa se concentrent, entre autres, sur les soins de spa, le massage et les traitements de relaxation pour favoriser la détente et la relaxation. La pratique de yoga et de méditation est également en vogue car elle permet d'améliorer la flexibilité, la force et la clarté mentale. Les activités de plein air telles que la randonnée, le vélo et les sports nautiques ou les excursions marines sont également les plus pratiquées par les touristes choisissant ces « séjours bien-être » proposée par les membres de la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar.

Expérience holistique

Par ailleurs, les professionnels du tourisme ne ménagent pas leurs efforts pour promouvoir la durabilité dans le cadre du « wellness travel » qualifié de nouvelle philosophie du tourisme.



À titre d'illustration, les soins proposés aux clients sont faits à base de produits naturels comme les huiles essentielles à base de plantes aromatiques et médicinales dont la plupart est endémique de Madagascar. Ils travaillent également en étroite collaboration avec les communautés locales pour la préservation de l'environnement et la conservation de la biodiversité. Leur objectif commun vise à transformer un séjour en expérience holistique afin que les voyageurs puissent garder un souvenir précieux de la destination Madagascar. Il s'agit, en tout, d'une promesse de voyages plus humains, plus conscients, et profondément régénérants.

Interruption de l'Agoa : prévision inquiétante du FMI pour Madagascar

JEAN RIANA | 20 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale édition mois d'octobre, le Fonds monétaire international (FMI) fait part d'une prévision alarmante sur les pays à faible revenu de l'Afrique subsaharienne incluant Madagascar notamment sur l'interruption de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa). Selon la prévision, la fin de l'accord de l'Agoa engendrerait des effets négatifs conséquents sur les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne dont Madagascar et le Lesotho qui bénéficiaient de cet accès préférentiel au marché américain. Or, l'Agoa et les incertitudes liées aux politiques commerciales de la Chine et des Etats-Unis font de la croissance africaine un sujet de discussion majeur à l'international. Cela a d'ailleurs été le cas lors des assemblées annuelles du FMI et la

Banque mondiale qui se sont tenus du 13 au 18 octobre à Washington mettant l'Afrique sous les projecteurs. Pour le cas de Madagascar, avec la suspension de l'Agoa, le textile malgache est désormais taxé à 15 % à l'entrée du marché américain. C'est là un pourcentage qu'on peut qualifier de modeste, mais il constitue un fardeau de taille dans un secteur où les marges sont étroites. La directrice générale du FMI Kristalina Georgieva a évoqué lors des assemblées annuelles du FMI et la Banque mondiale que l'Afrique se doit désormais de relever le défi de diversifier ses partenaires commerciaux, mais aussi de renforcer ses chaînes de valeur régionale et attirer des investissements durables notamment pour soutenir sa croissance économique. Néanmoins, elle a souligné l'importance de préserver la

place du continent africain dans le commerce mondial. Le choc commercial lié à l'interruption de l'Agoa n'est pas des moindres, mais le FMI a évité d'entrer dans les détails dans son rapport. La Banque mondiale quant à elle a d'ores et déjà soulevé l'effet paralysant de l'interruption de l'Agoa sur les exportateurs africains incluant ceux de

la Grande île. L'ambassadrice de Madagascar aux Etats-Unis, Lantsoa Rakotomalala a aussi déjà souligné que la fin de cet accord commercial s'avère être une menace pour l'emploi et l'investissement tant en Afrique qu'aux Etats-Unis.

Refondation de Madagascar : Miser sur la force de l'industrie

JEAN RIANA | 20 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Le Syndicat des Industries de Madagascar (Sim) fait appelle à une véritable réforme en misant sur l'industrialisation. Cependant, cela ne peut se faire sans passer par une réforme politique avantageant la production nationale plutôt que les importations.

« Il est temps de changer de paradigme, car la refondation de Madagascar ne se fera pas sans la force de l'industrie », a noté Tiana Rasamimanana, président du Sim.



Il a même précisé que l'industrie se trouve être la colonne vertébrale de la souveraineté économique et sociale dans la Grande île. Par ailleurs, l'industrialisation figure parmi les priorités de l'Etat malgache se reposant sur une stratégie tournée sur le développement des secteurs clés comme l'agribusiness, le textile, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les industries légères...

« Chaque usine, chaque ligne de production, chaque emploi industriel créent une valeur réelle qui fait vivre

des familles, soutient nos agriculteurs, forme nos jeunes et alimente les recettes de l'Etat », a noté le président du Sim. A cet effet, il réclame à ce que le secteur de la production locale bénéficie d'une attention particulière.

Politique désavantageuse

« L'industrie qui se trouve être un pilier de développement majeur reste fragilisée par des politiques encourageant davantage l'importation que la production locale » a signalé Tiana Rasamimanana. C'est la raison qui l'a incité à avancer l'idée d'une réforme structurelle qui encourage l'industrialisation à Madagascar. Le Sim a d'ailleurs spécifié que l'industrie ne se limite pas seulement à l'usine de production, mais s'étend aussi aux agriculteurs et aux éleveurs touchants également d'innombrables foyers qu'ils font vivre.

Autrement dit, la véritable innovation réside dans la valorisation des compétences locales tout en encourageant les Malgaches à choisir le « Vita malagasy ». Toutefois, les politiques gouvernementales sur lesquelles l'industrie peut véritablement s'appuyer demeurent insuffisantes et il est temps que cela change vu que cette situation détruit de manière progressive l'industrie malgache et réduit la valeur des produits locaux.

Fifanarahana UE sy Madagasikara : Trondro Lamatra 14 000 taonina no azo jonoin'ny eoropeanina

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 20 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Nohavaozina, tamin'ny novambra 2023, ny fifanarahana mahakasika ny jono eo amin'ny Vondrona Eoropeanina (UE) sy i Madagasikara. Voakasik'izany ny fanjonoana lamatra (thon) aty amin'ny ranomasimbe Indiana.

Nisy ny fanavaozana ny fifanarahana, vita sonia ny 30 jona 2023, ary haharitra 4 taona (2023-2026). Voafetra ho 65 fara-fahabetsany ny sambo eoropeanina, afaka manjono lamatra aty amin'ny fari-dranomasin'i Madagasikara, fa tsy 94 toy ny tamin'ny fifanarahana tany aloha. Amin'ireo 65 ireo, sambo « thoniers senneurs » espaniola ny 16, raha 15 ny an'ny frantsay, ary italiana ny iray. Miisa 33 kosa ny sambo « palangiers » (24 frantsay, 7 espaniola, 2 portigey). Ho tambin'ireo, hamatsy vola (tsy trosaina sy tsy

averina) mitentina 1,8 tapitrisa euros isan-taona ho an'i Madagasikara ny Vondrona Eoropeanina. Ho saran'ny haba fahazoan-dalana hanjono (droit d'accès) aty amin'ny fari-dranomasintsika ny 700 000 euros isan-taona, mifanahatsahana amin'ny lamatra 14 000 taonina ho jonoin'ny eoropeanina. Entina hanohanana ny Politikan'ny jono eto Madagasikarakosa, ny 1,1 tapitrisa euros isan-taona ambiny. Ankoatra izany, tokony ho 1,42 tapitrisa euros isan-taona ny haba aloan'ireo sambo eoropeanina. Tombanana

ho 200 000 euros ny tambim-bola hitsinjovana ny tontolo iainana amin'ny solika ampiasain'ireo mpanjono. Tsy nanao sonia i Mozambika sy i Kaomoro Tapitra tamin'ny taona 2019 ny fifanarahana mahakasika ny jono, eo amin'ny Vondrona eoropeanina (UE) sy i Madagasikara, miaraka amin'ny firenena aty amin'ny ranomasimbe Indiana (OI), Maorisy, Mozambika ary

Seychelles. Marihina fa tsy nihatra ny fifanaharana amin'i Mozambika, satria tsy nisy ny fifanarahana fampiharana teo amin'ny UE sy ity firenena ity. Tapitra tamin'io fotoana 2019 io ihany koa ny fifanarahany tamin'i Kaomoro, satria tsy nisy ny fiaraha-miasa teo amin'ny roa tonta, niadiana amin'ny jono tsy ara-dalàna, ny tsy fisian'ny tatitra milaza ny lamatra nojonoana tsy ara-dalàna.

Redevances aéroportuaires - Adema réclame 80 milliards d'ariary à Ravinala Airports

ITAMARA OTTON | 21 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les employés de la société Aéroports de Madagascar (Adema) sont montés au créneau. Ils réclament, depuis cinq ans, le paiement de plus de 80 milliards d'ariary de redevances à Ravinala Airports.

Devant le siège social d'Adema, l'effervescence était à son comble, hier. Les employés dénoncent un retard de versement des redevances de concessions liées à la gestion des aéroports internationaux d'Antananarivo et de Nosy Be. Un ultimatum d'une semaine a été lancé à Ravinala Airports pour régulariser la situation.

« Depuis 2020, la société Ravinala Airports refuse de verser les redevances de concessions relatives à la gestion des aéroports d'Antananarivo et de Nosy Be. Ces paiements, dus à l'État par le groupe Aéroport de Paris via le consortium Ravinala Airports, doivent revenir à Adema », explique Rinasoa Rabemifidy, responsable de la communication au sein d'Adema.

Ces redevances constituent la principale source de financement du fonctionnement d'Adema et de ses cinquante-cinq aéroports. Les plateformes d'Ivato et de Nosy Be génèrent à elles seules près de 80 % des revenus de la société.

« Cette somme aurait permis à Adema d'investir dans la construction, la maintenance et la modernisation des dix aéroports principaux, ainsi que de couvrir son budget de fonctionnement. Le non-paiement freine nos activités et détériore nos infrastructures », soulignent les employés.

Gestion

Depuis 2015, le consortium composé d'Aéroport de Paris, Bouygues et Meridiam s'est vu confier la gestion des aéroports d'Ivato et de Nosy Be dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé (PPP).

Contactés, les responsables de Ravinala Airports n'ont pas encore réagi officiellement à cette revendication, au

moment où nous mettions sous presse. Ils ont toutefois annoncé la tenue d'un point de presse ce jour dans leurs locaux à Ivato.



Une source proche du dossier précise que le contrat de concession ne prévoit pas un versement direct des redevances à Adema. Celles-ci doivent d'abord être versées à l'État, qui en assure ensuite la redistribution selon ses priorités budgétaires.

Créée en 1991, Adema est une société anonyme à participation majoritaire de l'État (64 %). En 2021, l'État malgache et Ravinala Airports ont renégocié certaines clauses du contrat initial de 2015. Le nouvel accord prévoit une augmentation des redevances fixes, estimées à 138 millions d'euros, portant le total des recettes fiscales perçues par l'État à plus de 400 millions d'euros sur la durée de la concession. L'État dispose désormais de deux sièges au conseil d'administration de Ravinala Airports.

Rizière de Laniera - Des paysans s'attendent au pire

ITAMARA OTTON | 21 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

« On nous a promis l'autosuffisance alimentaire alors que l'on remblaye des hectares de rizières », se désole Tafita, un paysan qui a vu 32 ares de sa parcelle être ensevelis sous des tonnes de poussière. Il nous parle de ce qui fut autrefois sa rizière. Sur les 310 hectares de la rizière de Laniera, plus de 1 300 toits et plus de 80 000 personnes dépendent directement ou indirectement des activités

rizicoles. Cependant, depuis plusieurs mois, la saison culturale a été perturbée par les activités incessantes de remblais. « Plusieurs cultivateurs ont arrêté de travailler la terre de peur d'être aussi touchés par les remblais qui ont eu lieu ici, voilà maintenant plusieurs mois. On produit 7 à 8 tonnes par hectare sur cette rizière, cela signifie que nous sommes parmi les plaines qui produisent le plus de

riz pour Antananarivo. Mais maintenant, nous redoutons d'être obligés d'acheter du riz pour notre propre consommation, alors que nous fournissions des collecteurs et des marchés d'Antananarivo et de ses périphéries », explique Tafita. Avec Jean Louis, il est membre de l'Union des producteurs de Laniera. Il s'agit d'une association fondée par un collectif de paysans disposant de parcelles cultivables sur ce versant de la plaine de Betsimitatatra.

Confusion

D'après Jean Louis, qui est aussi le premier responsable de l'irrigation, des opérateurs du secteur privé lorgnent aussi sur ces rizières, profitant de la confusion avec les projets présidentiels menés sur cet axe stratégique. « Les engins et bulldozers sont partis, mais il y a déjà eu depuis quelques jours des gens qui sont venus remettre des piquets sur ces parcelles remblayées, pensant pouvoir reprendre la main une fois la tension sociale et politique redescendue », s'alarme-t-il. Selon lui, plus de quinze

mille tonnes de riz sont fournies par cette rizière. « Il s'agit de l'un des versants du Betsimitatatra qui produit le plus de riz. Nous avons été accompagnés par des porteurs de résilience rizicole, ce qui nous a aidés à produire plus. D'ailleurs, je pense que pour cette partie de l'Avaradrano, et même pour d'autres circonscriptions, la production de riz à Laniera pourrait suffire pour combler les besoins saisonniers de la population ».

Mais les grands projets immobiliers ont eu raison de plusieurs hectares de terrain. « Les remblais ne tenaient pas compte de l'adduction d'eau pour les rizières et ont fini par obstruer des canaux d'irrigation qui sont vitaux pour la riziculture sur cette parcelle. Ici, près de cette autoroute, ils ont remblayé 4 hectares de terrain alors que le riz n'attendait plus que quelques jours avant d'être prêt pour la récolte. Cela perturbe le calendrier cultural et il faudra s'attendre à des retards, voire à des manques à combler pour les riziculteurs », regrette-t-il.

Conjoncture : Une économie qui se redresse mais un niveau de vie encore dérisoire

R. EDMOND | 20 OCTOBRE | LES NOUVELLES

L'économie malgache commence à se redresser mais énormément d'efforts restent à faire. C'est le constat de la Banque mondiale dans sa dernière note de conjoncture économique de Madagascar.

Intitulée « *Comblant le gap de productivité* », cette note publiée en février 2025 analyse une économie malgache en redressement, tout en soulignant que la croissance reste insuffisante et inégale pour améliorer significativement le niveau de vie.



Dynamique

La Banque mondiale indique que la croissance économique s'est maintenue à 4,2 % en 2024 et devrait progressivement atteindre 4,7 % en moyenne sur la période 2025-2027. Outre les atouts économiques dont dispose le pays, cette croissance dépend de la poursuite des réformes.

« Cette dynamique sera portée par les secteurs du textile, des mines et des services, à condition que les réformes structurelles récemment engagées se poursuivent. Ces réformes visent à renforcer la concurrence sur le marché dans des secteurs clés et à améliorer le climat d'investissement. »

La note met en lumière l'urgence d'accroître la productivité pour garantir une croissance durable et inclusive, ainsi que la création d'emplois. Elle analyse les défis de productivité au niveau des entreprises sur la base d'enquêtes récentes et propose des pistes pour améliorer leur compétitivité. Selon le bailleur de fonds, la productivité a diminué au cours des deux dernières décennies, plaçant Madagascar parmi les pays les moins performants dans ce domaine.

« Un travailleur malgache est aujourd'hui trois fois moins productif que la moyenne en Afrique subsaharienne, avec un PIB par travailleur en recul de 0,2 % par an. L'écart entre les entreprises est également frappant : les 25 % les plus productives rémunèrent leurs employés jusqu'à sept fois plus que les 25 % les moins productives. L'accès limité au financement, le manque de fiabilité des services publics — notamment l'électricité et l'eau — ainsi que les incertitudes politiques constituent des obstacles majeurs à la productivité. S'ajoutent à cela des infrastructures de transport insuffisantes et un capital humain limité, ralentissant la croissance économique. »

En dessous du seuil de pauvreté

Cette croissance reste insuffisante pour réduire durablement la pauvreté ou générer un nombre significatif d'emplois. « Près de 70 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté international de 2,15 dollars par jour, et plus de 70 % souffrent de privations dans l'accès aux besoins essentiels tels que l'éducation, la santé et un logement décent. Seul 54,9 % de la population en âge de travailler est employé, dont 60,7 % dans l'agriculture. Cette

forte dépendance à une agriculture à faible productivité, combinée à des opportunités limitées dans des secteurs mieux rémunérés, illustre la persistance de la pauvreté. Par ailleurs, la vulnérabilité de l'économie aux chocs climatiques aggrave encore la situation des ménages. » Si la crise ne se prolonge pas, la Banque mondiale prévoit un début de reprise cette année. « La croissance devrait progressivement s'accélérer et atteindre son plein potentiel à partir de 2025. » Cependant, des menaces subsistent : « Parmi les principales, figurent les coupures d'électricité récurrentes et le changement climatique, qui affectent particulièrement l'industrie manufacturière et l'agriculture. Pour stimuler la croissance et améliorer les moyens de subsistance, il est crucial d'accélérer les réformes structurelles, notamment dans l'énergie, les mines et le numérique, secteurs clés pour renforcer la compétitivité et la résilience économique. »

Carences manifestes

Les responsables publics devront encore agir pour relancer la productivité, actuellement entravée par plusieurs carences : accès limité au financement, problèmes d'infrastructure et instabilité politique.

« À Madagascar, seules 8 % des entreprises déclarent avoir accès à un prêt bancaire ou une ligne de crédit. Plus de la moitié (52 %) subissent des coupures d'électricité,

et l'état dégradé des routes complique leurs activités. Par ailleurs, 17 % des entreprises considèrent l'instabilité politique comme le principal frein à leur développement, tandis que 30 % signalent un manque de main-d'œuvre qualifiée, limitant ainsi leur croissance. »

Pour améliorer la productivité, la Banque mondiale préconise des réformes ciblées pour renforcer l'environnement des affaires et accroître les capacités des entreprises tout en encourageant l'esprit d'entreprise.

« Ces réformes incluent l'adoption d'une législation favorable aux start-ups, la simplification des procédures pour faciliter leur création et leur exploitation, la promotion de la formation à l'entrepreneuriat, ainsi que la mise en place de programmes d'accélération pour les PME accompagnés d'initiatives de formation des travailleurs et de technologies pour renforcer les entreprises existantes. Il est également crucial de développer des options de crédit-bail et des services financiers numériques, ainsi que de numériser les services gouvernementaux. Enfin, il est essentiel d'aborder les contraintes spécifiques auxquelles font face les entreprises dirigées par des femmes afin de promouvoir une croissance inclusive. » Ces réformes nécessitent bien évidemment un régime stable et reconnu par les partenaires.

Madagascar dans le dur : Croissance en retrait, services publics fragiles, commerce extérieur sous pression

ANTSA R. | 21 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

La Suisse livre son point de vue sur Madagascar. Dans son « Rapport économique 2025 », la Confédération Suisse dresse un tableau nuancé d'une économie malgache qui avance, mais trop lentement pour absorber la pression démographique et l'inflation.

Après 4,6 % en 2023, la croissance a ralenti à 4,2 % en 2024 et le FMI ne prévoit que 3,9 % en 2025, et ce, sans tenir compte des changements institutionnels actuels. L'inflation, elle, remonterait à 8,4 % cette année, renforçant l'érosion d'un pouvoir d'achat déjà contraint. Avec un PIB par habitant de 456 USD en 2024, la Grande île demeure parmi les pays les plus pauvres. Le diagnostic de la Confédération Suisse pointe des freins structurels : gouvernance déficiente, corruption, vulnérabilité climatique et crise persistante des services d'eau et d'électricité qui découragent l'investissement privé. La détérioration du commerce extérieur enfonce le clou. En 2024, les exportations de biens ont chuté de 17,2 % sous l'effet du repli du nickel, de la vanille, du girofle et du cobalt. Et la tendance s'est prolongée : au premier semestre 2025, les exportations ont reculé de 10,8 % tandis que les importations ont augmenté de 11 %, creusant un déficit de 1 278,1 millions USD (-5,5 % du PIB). Cette dépendance aux importations pèse sur l'ariary, qui s'est déprécié face à l'euro en 2025 après une relative stabilité en 2024.

Énergie

Au cœur des fragilités, la Jirama reste l'angle mort de la compétitivité. Les délestages quasi quotidiens nuisent à

l'activité, et l'entreprise publique a été transformée en 2025 en société anonyme à participation étatique, sous supervision d'un comité d'experts.



Le gouvernement annonce la modernisation du réseau de la capitale, une centrale thermique de 150 MW et un virage vers les renouvelables. Mais l'accès à l'électricité plafonne à 36 % de la population, loin de l'objectif de 70 % d'ici 2028, compromis par l'endettement et la gestion. La réussite du plan de redressement conditionnera la reprise. Côté recettes, la filière vanille, jadis star, traverse un cycle bas. Après des sommets à 600 USD/kg en 2019, les prix ont décroché autour de 50 USD/kg en 2024 ; les recettes

d'exportation ont plongé de 45 % au premier trimestre 2025, sur fond d'offre mondiale excédentaire et d'incertitudes réglementaires. À l'inverse, le cacao profite de la crise d'offre mondiale : exportations en hausse de 140 % en 2024, prix local stabilisé début 2025 autour de 30 000 Ar/kg, et intérêt accru des acheteurs internationaux pour un « cacao fin » traçable.

Coopération

Sur le plan macro-financier, les incertitudes persistent et les partenaires conditionneront certainement leur soutien. À noter qu'en juillet 2025, le FMI a validé les deuxièmes revues de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité, entraînant un décaissement d'environ 107 millions USD ; la poursuite du mécanisme d'ajustement automatique des carburants et le plan Jirama faisaient partie des conditions. Pour desserrer l'étau, la diplomatie économique s'active. La ratification de la ZLECAf (décembre 2024) est présentée

comme un levier de diversification, même si les coûts logistiques d'un État insulaire restent élevés. La fin de l'AGOA, cruciale pour le textile (plus de 700 millions USD d'exportations vers les États-Unis), ajoute une incertitude majeure pour l'emploi industriel. Selon le rapport, l'attractivité souffre toujours d'un climat des affaires délicat avec une instabilité réglementaire, une faiblesse de l'État de droit et la perception élevée de la corruption. À noter que les IDE (investissements directs étrangers) entrants ont totalisé 413 millions USD en 2024, concentrés dans l'agriculture, l'industrie extractive, l'énergie, le tourisme et le numérique ; une performance honorable mais insuffisante au regard des besoins. Au final, le pays dispose d'atouts tangibles, mais la relance passera par une équation exigeante, nécessitant des services publics fiabilisés, des règles du jeu stables, et une intégration commerciale mieux exploitée. Sans ce triptyque, la croissance restera trop courte pour réduire la pauvreté à l'échelle attendue.

Projet Mihamafy Sava : faciliter l'accès au marché pour les agriculteurs

JEAN RIANA | 21 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Dans le cadre du projet Mihamafy Sava, un atelier s'est tenu dans la région Sava avant-hier, en vue de la mise en place d'une plateforme multi-acteurs travaillant en étroite collaboration avec les agriculteurs, en facilitant l'accès au marché, l'acquisition de matériel agricole et assurant l'approvisionnement en semences. A noter que le projet Mihamafy Sava, financé par l'Union européenne via le programme d'appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le Nord de Madagascar (Afafi-Nord), vise à améliorer la productivité agricole de manière significative, renforcer les capacités d'organisation des paysans et à les professionnaliser.

«Les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche constituent des piliers essentiels pour le développement de la région Sava, d'autant qu'ils sont directement liés à la vie quotidienne de la population locale», a déclaré Randrianantoandro Maëa, secrétaire général de la région Sava. Cet atelier a aussi permis de souligner l'importance de développer des compétences professionnelles chez les agriculteurs dans leur domaine d'activité et de créer un climat de transparence... Un plan de coopération conjoint a été signé à cette occasion entre les groupements d'agriculteurs et les partenaires de la région Sava.

Refondation - Les attentes du secteur privé

ITAMARA OTTON | 22 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le secteur privé, dans une conjoncture marquée par l'incertitude, a exprimé ses attentes à l'endroit du nouveau gouvernement. Investissements et production locale figurent en tête de ses priorités.

Au cœur des bouleversements politiques récents, le secteur privé fait entendre sa voix. Plusieurs groupements, dont le Syndicat des industries de Madagascar (SIM) et le Fivondronan'ny mpandraharaha Malagasy (Fivmpama), ont adressé leurs messages et recommandations à la Présidence de la Refondation.

Dans une lettre envoyée en fin de semaine, Tiana Rasamimanana, président du SIM, appelle à renforcer la production locale face à la montée des importations.

« L'industrie n'est pas un secteur parmi d'autres. C'est la colonne vertébrale de notre souveraineté économique et sociale », souligne-t-il.

Il déplore toutefois que « ce pilier du développement reste fragilisé par des politiques qui encouragent davantage l'importation que la production locale ». Et d'ajouter :

« Il est temps de changer de paradigme, car la refondation de Madagascar ne se fera pas sans la force de son industrie. »

Du côté du patronat, le Fivmpama salue la nomination du Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo, issu du secteur privé. Pour son président, Rivo Rakotondrasanjy, cette désignation constitue « un signal fort en faveur d'un environnement des affaires apaisé, prévisible, transparent et juste ».

Le groupement rappelle le parcours du nouveau chef du gouvernement, marqué par plusieurs fonctions au sein d'organismes économiques : « Le secteur privé a toujours bénéficié de ses compétences et de son engagement, aussi bien dans l'entrepreneuriat, le financement des entreprises à travers la Fivmpama, le dialogue public-privé

lorsqu'il était vice-président de la Chambre de commerce d'Antananarivo, ou encore l'appui à l'export au sein de l'International Trade Board of Madagascar », précise le patronat.

Contexte économique fragile

Sur le plan national comme international, la conjoncture demeure incertaine. « La machine économique est au

point mort. Il faut quelqu'un pour redresser la barre et maintenir le cap », confie un opérateur économique. Celui-ci évoque également la fin du dispositif Agoa et les pertes subies par les entreprises lors des pillages et actes de vandalisme des 25 et 26 septembre derniers, qui ont durement frappé le secteur productif.

Environnement des affaires : le Fivmpama salue la nomination du Premier ministre

JEAN RIANA | 22 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Le Fivmpama (Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy) a exprimé sa satisfaction à l'annonce de la nomination de Herintsalama Rajaonarivelo au poste de Premier ministre.



L'organisation voit en ce choix un signe positif pour l'environnement des affaires, d'autant plus que le nouveau chef du gouvernement a déjà dirigé le Fivmpama par le passé. « Cette nomination envoie un signal fort en faveur d'un environnement des affaires et un climat des investissements apaisé, prévisible, transparent et juste », confie

le Fivmpama. Ce dernier affirme que le nouveau chef du gouvernement connaît bien les enjeux du secteur privé. Il est salué pour sa constance, son engagement et sa capacité à soutenir les acteurs économiques, même dans des contextes difficiles, depuis les années 1990. Le Fivmpama avance qu'en tant que négociateur international, Herintsalama Rajaonarivelo a marqué de son empreinte les politiques commerciales et les stratégies en vigueur, dont la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine qu'il a conduite pour le compte du Programme des Nations unies pour le Développement 2024. Pour ce groupement, le choix d'une figure influente du secteur privé en tant que Premier ministre s'avère être judicieux, ce qui pourrait mener vers un contexte où règne la libre concurrence, la liberté d'entreprendre, la sécurité des investissements, ainsi que la création de valeurs et d'emploi. « Nous encourageons le chef de gouvernement à multiplier les mesures rassurantes de sauvegarde du patrimoine de l'Etat, de poursuite contre les responsables de malversations et d'arrêt de l'impunité dans l'administration et dans le pays en général », a-t-il conclu.

Parabole Madagascar : Hikatona vonjimaika fa tsy ho foana

FITIA RANDRIA | 22 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Namoaka fanambarana ny teo anivon'ny Orinasa Parabole Madagascar, omaly, fa hikatona vonjimaika izy ireo ny 31 oktobra ho avy izao. Tsy midika ho fanafoanana ny orinasa izany fa fandinihana ny lafiny arakasa mifanaraka amin'ny teknolojia misy ankehitriny.

Nanao fanambarana tao amin'ny pejiny, facebook, ny orinasa Parabole Madagascar, omaly. Nilaza izy ireo fa hitsahatra tanteraka ny asan'izy ireo amin'ny 31 oktobra ho avy izao. Hijanona avokoa, araka izany, ny asa ara-barotra sy ny fizarana ary ny fandefasana fandaharana anatin'ity vondrona satelita ity, manomboka amin'io fotoana voatondro io.

Nilaza izy ireo fa tsy midika ho fikatonana mandrakizay ity fanapahan-kevitra ity fa maka fotoana fotsiny handinihina sy handrindrana ny fomba fiasa vaovao, mifanaraka ny fivoaran'ny teknolojia sy ny zava-misy azo hatolotra ho an'ny haino vaky jery.

« Tsy midika fiasarana izany, fa natao handinihina sy handrindrana ny asa vaovao araka ny fiovan'ny teknolojia, ny fomba fampiasan'ny olona ny haino aman-jery, ary ny zava-misy ara-toekarena amin'izao fotoana », raha ny fanambaran'ny Parabole Madagascar hatrany. Nandritra ny 25 taona, niantsehatra teto Madagasikara io orinasa io, ary niezaka nizara ny fandaharana iraisam-pirenena sy avy eo an-toerana teto amin' ny Nosy sy ny manodidina, indrindra ireo firenena aty amin' ny ranomasimbe Indianina.

Kaominina Antetsezambara : Notolozana zana-trondro tilapia 8 000 isa

FITIA RANDRIA | 22 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Notolozan'ny fitaleavam-paritry ny Jono sy ny toekarena manga (DRPEB) Atsinanana zana-trondro Tilapia miisa 8 000 isa ny tao amin'ny kaominina Ambanivohitra Antetsezambara, distrikan'i Toamasina II, faritra Atsinanana, ny 20 oktobra 2025 lasa teo. Narotsaka tao amin'ny Lakandranon'i Pangalana Avaratra ny 6 000 isa, raha toa ka tany amin'ny farihin' lfontsy kosa ny 2 000 ambiny.

Araka ny fanazavana, tsy vitan'ny hikendry ny hampitomboana ny harena anaty rano ity hetsika natao

ity fa hanamafisana ihany koa ny faharetan'ny fiompiana trondro. Tanjona ny hanohanana ny mponina amin'ny sehatry ny sakafo sy ny fivelomana, indrindra ny fiarovana sy fikajiana ny tontolo iainana. Tafiditra ao anatin'ny fanomanana ny vanim-potoana fikatonan'ny jono an-dranomamy ao amin'ny faritra ity hetsika ity. Manantena ny rehetra fa hitondra vokatry maharitra ho an'ny mponina sy ny toekarena manga ao amin'ny faritra izao fanampiana izao.

Loi de finances 2026 - Le budget de l'État à refaire

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 18 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Selon la Constitution, la 2e session du Parlement est principalement consacrée à l'adoption de la loi de finances. Il pourrait s'avérer nécessaire de revoir entièrement le texte.

En pointillé. Alors que la session budgétaire démarre, certains au sein du microcosme politique et économique s'interrogent sur ce qu'il en sera du projet de loi de finances 2026. Après les péripéties traversées par le pays dernièrement, il est probable que le texte budgétaire fasse l'objet d'une révision de fond en comble avant d'être présenté à l'Assemblée nationale et au Sénat.

La lettre de cadrage du projet de loi de finances 2026 a été adoptée en Conseil des ministres, par la précédente administration, le 17 septembre. Une prévision de taux de croissance de 4,8 %, par exemple, a été annoncée pour l'année prochaine. Cependant, la crise politique a sensiblement impacté la situation socio-économique du pays. Il y a eu les pillages dont les pertes sont évaluées à près de 200 milliards d'ariary. À cela s'ajoutent les emplois perdus. Le ralentissement des activités économiques, ces dernières semaines, a impacté les recettes fiscales. Avec les grèves, notamment des douaniers, il faut prévoir une réduction des recettes douanières. Il est probable que la prévision de croissance ou encore celle des recettes étatiques soit revue à la baisse. L'éventualité que la lettre de cadrage du projet de loi de finances prenne aussi en compte les décaissements des aides budgétaires du Fonds monétaire international (FMI), par le biais de la Facilité élargie de crédit (FEC), et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD).

Priorités

Les institutions de Bretton Woods ne se sont pas prononcées suite au changement de pouvoir dans le pays, jusqu'à l'heure. Il est probable, toutefois, qu'elles ne soient pas indifférentes aux réactions sévères des Nations unies et surtout de l'Union africaine. Néanmoins, la présence massive des ambassadeurs des pays partenaires de Madagascar à la prestation de serment du nouveau chef de l'État, vendredi, permet un certain optimisme quant à la position de la communauté internationale.

Par ailleurs, au-delà de la politique et de la diplomatie, le décaissement de la FEC et de la FRD se base sur des

conditionnalités strictes. De prime abord, l'État est dans l'expectative sur la question des relations internationales du pays pour l'heure. Il serait alors hasardeux, au regard de la conjoncture actuelle, de tabler le budget étatique sur les aides étrangères. Du reste, le pays est toujours en attente d'un gouvernement.



Il n'est pas à écarter que la mise en place de la nouvelle structure gouvernementale s'accompagne d'un nouvel organigramme du gouvernement. Dans ce cas, une révision s'impose. Puisqu'en principe la répartition budgétaire prévue dans le projet de loi de finances confectionné par la précédente administration se base sur la structure de l'équipe gouvernementale sortante. Le texte budgétaire devra aussi refléter les nouvelles priorités tracées par les nouveaux tenants du pouvoir.

Dans son discours de prestation de serment, le colonel Michaël Randrianirina, chef de l'État, a déclaré : « Afin d'assurer une gestion saine et responsable des finances publiques, nous nous engageons à mettre en place une politique de sobriété budgétaire en limitant les dépenses publiques aux besoins prioritaires et vitaux de la population ». Il a notamment indiqué que les efforts « à court terme » seront de résoudre les problèmes de l'énergie, de l'éducation et de la santé publique. Le projet de loi de finances devrait ainsi refléter cette ligne affirmée.

Crise énergétique : Zafiri, une solution d'espoir pour les minigrids

ANTSA R. | 23 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Alors que Madagascar fait face à une grave crise énergétique marquée par des délestages fréquents et un accès limité à l'électricité en zones rurales, une nouvelle initiative panafricaine pourrait ouvrir la voie à une transformation durable.



Il s'agit du lancement du fonds Zafiri. Ce fonds d'investissement, doté initialement de 300 millions de dollars, est piloté par Inspired Evolution, récemment nommé gestionnaire par la Société financière internationale (SFI), la Banque africaine de développement (BAD) et d'autres partenaires. Zafiri vise à combler le déficit de financement des entreprises spécialisées dans les énergies

renouvelables décentralisées (DRE), comme les minigrids solaires, très adaptés aux réalités de la Grande île.

Hors réseau

Zafiri s'inscrit dans le cadre de la Mission 300 à laquelle Madagascar adhère, une initiative conjointe du Groupe de la Banque mondiale et du Groupe de la BAD, visant à fournir un premier accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici 2030. Selon ses promoteurs, Zafiri a pour objectif de toucher plus de 30 millions de bénéficiaires, notamment en zones hors réseau. Pour Madagascar, où plus de 70 % de la population vit sans électricité, ce type de financement est stratégique. Le pays pourrait ainsi bénéficier de l'expérience d'Inspired Evolution, qui a déjà financé plus de 10 GW d'énergie renouvelable à travers l'Afrique, en soutenant des modèles économiques innovants, adaptés aux zones isolées. Avec un potentiel pouvant atteindre 1 milliard de dollars, Zafiri représente une opportunité unique de soutenir des projets énergétiques résilients et durables, capables de transformer les conditions de vie de millions de Malgaches, tout en créant des emplois verts et en favorisant une croissance inclusive.

Stratégie de distribution : Madagascar Airlines se booste avec Galileo

ARH. | 23 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Madagascar Airlines poursuit son ouverture vers les marchés mondiaux. La compagnie nationale annonce l'intégration de son offre au système de distribution global Galileo, opéré par Travelport. Galileo est un système de distribution mondial (GDS) utilisé par les agents de voyages pour réserver des vols, des hôtels, des locations de voiture et d'autres services de voyage. Grâce à cette connexion, l'ensemble des vols, tarifs et classes de réservation de Madagascar Airlines est désormais accessible en temps réel via Galileo. Les agences de voyages et partenaires internationaux peuvent ainsi réserver plus facilement les services de la compagnie. « Cette activation concrétise notre volonté de renforcer la visibilité et l'accessibilité de notre réseau à l'échelle mondiale. En complément de notre présence sur Amadeus, elle s'inscrit dans notre ambition de bâtir une compagnie moderne, performante et ouverte sur le monde », souligne

Mahery Andriamamonjy, Directeur général par intérim de Madagascar Airlines.

Avec cette double présence sur Amadeus et Galileo, la compagnie consolide sa couverture commerciale internationale. Elle peut désormais toucher un plus large réseau d'agences de voyages, notamment dans les zones où Travelport est solidement implanté, comme l'Amérique, l'Afrique et l'Asie. Cette diversification technologique permet aussi de sécuriser ses canaux de vente et d'accroître sa flexibilité commerciale. Au-delà de l'aspect technique, cette intégration s'inscrit dans une dynamique de croissance. Madagascar Airlines entend élargir ses ventes à travers les agences de voyages IATA (BSP) et ARC aux Etats-Unis, développer de nouveaux partenariats avec des plateformes en ligne et valoriser son hub d'Antananarivo comme point de connexion régionale.

Madagascar : la jeunesse, un potentiel inexploité pour le développement

JEAN RIANA | 23 OCTOBRE | LES NOUVELLES

La jeunesse malgache représente un capital humain précieux mais encore trop souvent sous-estimé dans les stratégies de développement du pays. Selon le Cercle de Réflexions des Economistes de Madagascar (CREM), cette tranche de la population, bien que majoritaire, ne bénéficie pas de l'attention nécessaire pour libérer tout son potentiel.

Plus de 60 % des Malgaches ont moins de 25 ans, faisant de Madagascar l'un des pays les plus jeunes au monde, d'après les données de l'Institut national de la statistique (Instat) en 2023.

Avec une population majoritairement jeune, Madagascar dispose d'un atout de taille pour construire une nation prospère. Encore faut-il savoir investir intelligemment dans ce capital humain, qui représente bien plus qu'un simple réservoir de main-d'œuvre : c'est une opportunité stratégique. «A Madagascar, les jeunes ne représentent pas seulement l'avenir, ils sont aussi le présent, la force vive et le levier potentiel d'un développement économique durable», communique-t-on. Pourtant, ce potentiel reste largement inexploité, ce qui alimente au fil des années un sentiment de frustration croissante chez les jeunes.

Ce malaise générationnel s'est cristallisé à travers le mouvement de la Génération Z, dont nombre de membres expriment un profond désespoir face à l'absence de perspectives dans le pays. Dans un contexte de pauvreté grandissante, de plus en plus de jeunes font le choix de quitter Madagascar, en quête d'un avenir meilleur ailleurs. En négligeant les aspirations et les besoins de sa jeunesse, les gouvernements successifs ont contribué à créer une véritable bombe à retardement sociale. Et c'est l'administration de l'ancien président Andry Rajoelina qui en a

payé le prix fort. Le mécontentement a éclaté à travers un mouvement de protestation, initialement déclenché par les délestages récurrents d'électricité et d'eau.



Ce soulèvement a conduit à la chute du régime, contraignant l'ex-chef de l'Etat à se replier dans un lieu sécurisé pour des raisons de sûreté personnelle. A noter que 500.000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail et viennent gonfler le nombre de chômeurs vu que les débouchés sont insuffisants pour absorber cette main-d'œuvre. Madagascar reste confronté à d'importants défis en matière de lutte contre la pauvreté, qui touche encore plus de 75 % de sa population.

Ravinala Airports : Trois millions d'euros annuels versés à l'Etat

ARH. | 23 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Ravinala Airports a tenu à rappeler hier son engagement financier envers l'Etat malgache dans le cadre de la concession aéroportuaire signée en 2016. Selon Sandrine Rahantamalala, responsable de la communication et des relations publiques de l'entreprise, «le contrat de partenariat public-privé prévoit le versement annuel d'une redevance de 3 millions d'euros, en plus des impôts et taxes versés à l'Etat». Depuis le début de la concession, Ravinala Airports affirme avoir respecté toutes ses obligations

contractuelles et fiscales. A l'échéance du contrat, le montant cumulé des redevances et contributions fiscales devrait atteindre 471 millions d'euros, souligne la société. Cette précision intervient alors qu'une partie du personnel d'Adema réclame le paiement de 16 millions d'euros qu'il estime dus depuis 2020. Ravinala Airports entend ainsi rétablir la transparence sur ses engagements financiers et rappeler que ses versements annuels contribuent directement aux recettes publiques.

Sandam-bola : Mitotongana ny Ariary miohatra amin'ny dolara

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 23 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Tsy mitsahatra mihen-danja hatrany ny sandam-bola ariary raha oharina amin'ny dolara. Azo lazaina fa marin-toerana kosa ny ariary miohatra amin'ny euro.

Misonga miakatra! Miha miakatra ny lanjan'ny dolara raha oharina amin'ny Ariary, tato anatin'ny iray volana farany. Nisanda 4 516 Ar ny 1 dolara omaly 22 oktobra 2025, teo

amin'ny tsenam-bolan'ny Banky foiben'i Madagasikara (BFM). Izany hoe, mihoatra ny 4 500 Ar, nanomboka ny 15 oktobra teo, raha mbola latsak'izany tany aloha.

Nisanda 4 454 Ar ny 1 dolara, ny 22 septambra 2025, nahitana fitomboan-danja 50 Ar tao anatin'ny iray volana. Tsy mihetsika firy fa marin-toerana kosa ny euro miohatra amin'ny Ariary tato anatin'ny iray volana. Nisanda 5 175 Ar tamin'ny 22 septambra 2025, raha 5 186 Ar ny 1 euro, ny 22 oktobra. Raha ampitahaina ny dolara sy ny euro, lasa 670 Ar ny elanelana ny 22 oktobra teo, raha 721 Ar tamin'ny iray volana lasa, 22 septambra. Izany hoe, miha manakaiky, mihakely ny elanelan'ny dolara raha oharina amin'ny euro. Ny solika hafarana avy any ivelany no tena ampiasantsika ny sandam-bola dolara. Soa, fa mbola ambany ny vidin-tsolika eo amin'ny tsena iraisam-pirenena, maha-tonga ny fihenam-bidy eto amintsika. Nihena 30 Ar ny

litatry ny vidin'ny lasantsy SP 95, raha nisondrotra 170 ny gazoala (GO), +90 Ar kosa ny solika fandrehitra (PL).

Fandrohana

Ny tsara marihina amin'izao fiovaovan'ny sandambola izao ihany koa dia fotoana niatombohan'ny krizy politika teto Madagasikara ity volana ity. Nitranga ny 25 septambra ny fandrohana magazay, tranombarotra, orinasa teto an-dRenivohitra. Entana hafarany avy any ivelany avokoa ny amidin'ireo voaroba, ampiasana vola vahiny, toy ny finday, moto, koja-koja ao an-trano, akanjo, sakafo avy any ivelany, sns. Tsy maintsy hitombo anefa ny fampiasana vola vahiny, amin'izao fotoana izao, hiomanana amin'ny entana hamidy amin'ny vanim-potoan'ny faran'ny taona 2025.

Crise - Le Jeune Patronat prépare la relance économique

IRINA TSIMIJALY | 24 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Jeune Patronat de Madagascar mobilise la jeunesse pour relancer l'économie. La Rentrée du Jeune Patronat vise à renforcer les compétences et les initiatives.

Dans un contexte économique instable, la jeunesse entrepreneuriale tente de s'organiser.

sera mis sur l'innovation, la résilience et la mise en réseau, considérées comme des leviers de performance pour les entreprises.



Implication directe

En amont de cette rencontre, le JPM prévoit le lancement d'un forum de réflexion sur l'avenir du secteur privé. Celui-ci doit permettre à la jeunesse entrepreneuriale de partager des idées et des propositions pour stimuler la croissance et encourager l'innovation. Les recommandations issues de ce travail collectif, élaborées en concertation avec les parties prenantes, visent à nourrir le débat public et à éclairer les décisions économiques et politiques.

Le programme de La Rentrée du Jeune Patronat comprendra des partages d'expériences, des rencontres entre acteurs, des pistes concrètes de réponse aux difficultés actuelles ainsi que des opportunités mobilisables à court terme pour les projets entrepreneuriaux.

« Ces deux journées seront autant un moment d'échange qu'un tremplin pour transformer les initiatives en actions concrètes », souligne l'organisation.

Pour le JPM, l'implication de la jeunesse constitue un facteur déterminant dans la relance du secteur privé. En réunissant entrepreneurs, institutionnels et partenaires économiques, l'événement ambitionne de créer une dynamique collective, de stimuler l'innovation et de contribuer à la construction d'un environnement économique plus stable et compétitif pour Madagascar.

Le Jeune Patronat de Madagascar (JPM), qui rassemble des dirigeants de moins de 45 ans et siège au comité stratégique du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), annonce la tenue de la première édition de La Rentrée du Jeune Patronat les 27 et 28 novembre au Galaxy Village Andraharo. Plus de trois cents entrepreneurs malgaches sont attendus pour cet événement présenté comme un espace de réflexion et d'initiatives destiné à accompagner la relance économique.

Selon un membre du JPM, cette rencontre n'a pas vocation à apporter une réponse immédiate aux crises actuelles. L'objectif est de « renforcer les compétences des jeunes dirigeants, favoriser le partage d'expériences et créer des réseaux solides, afin de préparer une nouvelle génération capable de soutenir le développement du pays ». L'accent

African Energy Week - Les États-Unis veulent dynamiser le gaz en Afrique

IRINA TSIMIYALY | 24 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors de l'African Energy Week 2025, qui s'est déroulée du 29 septembre au 3 octobre 2025 au Cap (Afrique du Sud), le sénateur américain Ted Cruz a présenté les États-Unis comme un partenaire stratégique pour l'Afrique. Son message était clair: Washington souhaite investir dans le gaz naturel et le GPL, en s'inspirant du modèle texan, tout en laissant aux pays africains le contrôle de leurs choix énergétiques. Cette approche se veut une alternative aux financements chinois, souvent associés à des prêts à long terme.

Ted Cruz a souligné que le Texas illustre parfaitement comment une gestion responsable des ressources énergétiques peut stimuler la croissance. Selon lui, l'Afrique pourrait suivre une trajectoire similaire grâce à des partenariats solides, transparents et durables.

Plusieurs grandes entreprises américaines comme ExxonMobil, Chevron ou Kosmos Energy sont déjà actifs sur le continent, participant à des projets d'envergure en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Par exemple, ExxonMobil prévoit d'importer du GNL en Afrique du Sud pour répondre à la demande croissante d'énergie plus propre.

Ce mouvement pourrait avoir des répercussions concrètes pour Madagascar. Le pays possède des réserves de gaz naturel, mais reste largement dépendant des importations et manque encore d'infrastructures pour exploiter

pleinement ses ressources. Les États-Unis, via Power Africa et l'Usaid, soutiennent la transition énergétique malgache avec des projets solaires dans les zones rurales, mais aucun partenariat spécifique autour du gaz n'a été annoncé pour le moment.



Face à une demande énergétique en forte croissance, Madagascar mise sur le solaire et l'hydroélectricité, et ambitionne de tripler sa capacité énergétique nationale. L'implication américaine pourrait toutefois offrir une voie future pour diversifier ses sources d'énergie et renforcer sa sécurité énergétique, tout en s'inscrivant dans une coopération respectueuse de la souveraineté du pays.

Internet mobile : L'ARTEC pousse les opérateurs à revoir leurs tarifs

ANTSA R. | 24 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Saisie par de nombreuses doléances du public sur le coût de la connexion mobile, l'Autorité de Régulation des Technologies de Communication (ARTEC) annonce avoir interpellé l'ensemble des opérateurs afin d'examiner « dans les meilleurs délais » des ajustements tarifaires en faveur des consommateurs. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des actions engagées depuis fin 2024, qui avaient déjà conduit à un premier réajustement des offres actuellement en vigueur. Le régulateur rappelle toutefois le cadre légal. « En vertu de la Loi n°2005-023, telle que modifiée, l'ARTEC ne fixe pas directement les prix pratiqués par les opérateurs ». Selon l'ARTEC, son rôle est celui d'un facilitateur et médiateur, chargé d'encadrer le

marché, de veiller à l'équilibre entre concurrence et protection du consommateur, et de favoriser l'émergence de solutions « justes, durables et bénéfiques » à l'écosystème numérique. Dans un contexte de pression sur le pouvoir d'achat et d'usage croissant des services data, l'ARTEC réaffirme son ambition d'« un Internet plus accessible et équitable » au service du développement de Madagascar. L'institution dit poursuivre activement les échanges avec les opérateurs et les organes étatiques concernés pour identifier des leviers de baisse ou d'optimisation tarifaire, tout en maintenant les exigences de qualité de service et de couverture du réseau.

Cacao : Retournement de cycle et chute brutale des cours

ANTSA R. | 24 OCTOBRE | MIDI-MADAGASCAR

Le marché mondial du cacao connaît un net renversement après deux années de pénurie liées aux mauvaises récoltes de 2024. Depuis août, la correction s'est accélérée. À la mi-octobre 2025, les prix ont atteint leur plus bas niveau depuis février 2024 sur les places boursières, autour de 5 900 dollars la tonne à New York (échéance décembre) et d'environ 4 163 £/t à Londres. Ces prix indiquent plus de 50 % sous les sommets frôlant 12 000 \$/t observés fin 2024. Au-delà de la détente spéculative, la dynamique

s'explique par un ralentissement des ventes physiques : transformateurs et broyeurs (grinders) achètent avec prudence, dans un contexte marqué par une année difficile pour la filière, caractérisée par un repli de la demande et un coup de frein dans la transformation.

Du côté de l'offre, l'amélioration attendue des conditions météorologiques en Afrique de l'Ouest et des perspectives de récolte plus favorables pour la campagne 2025-2026 alimentent un sentiment baissier. Sur le plan politique,

la revalorisation des prix bord champ en Côte d'Ivoire et au Ghana, décidée en octobre, soutient les revenus des planteurs, mais intervient dans un marché international en phase de correction. Enfin, plusieurs opérateurs financiers

se sont positionnés à la baisse depuis la mi-août, pariant sur une normalisation progressive de l'offre. Résultat : une volatilité toujours élevée, mais un cycle désormais orienté à la détente.

Métiers manuels : Ces professions que l'IA ne pourra jamais remplacer

NAMBININA JAOZARA | 24 OCTOBRE | LES NOUVELLES

La question revient souvent : l'intelligence artificielle (IA) finira-t-elle par dominer le monde du travail ? Beaucoup redoutent une vague de chômage liée au remplacement des travailleurs par des machines intelligentes. Pourtant, de nombreuses études et experts soulignent que les métiers manuels et humains ont encore de l'avenir. Mieux encore, ils pourraient tirer parti de l'IA plutôt que d'en être victimes.



On entend souvent dire que Chatgpt ne peut pas couper les cheveux ou préparer le dîner. Des études le confirment : des métiers comme la plomberie, la menuiserie, l'électricité ou encore la coiffure demeurent difficilement remplaçables par l'intelligence artificielle. Pourquoi ces métiers survivent-ils à l'IA ? A l'heure où le numérique domine nos vies, le concret devient rare, et c'est précisément cette rareté qui lui redonne toute sa valeur. En effet, dans le monde réel, certains secteurs exigent de la part du professionnel une grande capacité d'adaptation, de l'improvisation et une précision gestuelle que les systèmes d'intelligence artificielle et les robots peinent encore à reproduire. En effet, si une machine peut exécuter des tâches répétitives comme visser des milliers de boulons identiques, elle est encore loin de pouvoir détecter une fuite d'eau cachée derrière un mur ou choisir la meilleure manière d'intervenir sans tout abîmer. C'est cette intelligence pratique, souple et contextuelle qui fait des métiers manuels des domaines difficilement automatisables.

Par ailleurs, un client fait appel à un plombier ou à un artisan non seulement pour résoudre un problème technique, mais aussi pour la relation humaine et la confiance qu'il inspire. Au-delà de la réparation, ces professionnels expliquent la situation, proposent des conseils personnalisés et prennent des décisions partagées avec le client concernant les coûts et les solutions à adopter. Les outils d'intelligence artificielle peuvent certes assister en fournissant un diagnostic ou une estimation de devis, mais ils restent limités sur le plan émotionnel. L'empathie, la communication claire et le sens des responsabilités demeurent profondément humaines. Par exemple, un chatbot peut identifier la source probable d'une panne, mais il ne saura pas rassurer une famille paniquée par une fuite d'eau en pleine nuit.

Bien sûr, l'IA s'invite dans tous les domaines et peut, dans bien des cas, se substituer à l'humain. Mais dans ces professions manuelles et relationnelles, la dimension humaine reste irremplaçable. Selon une étude menée par The CX Gap, un rapport publié par Genesys sur les tendances de l'expérience client (Customer Experience), plus de la moitié des consommateurs (55%) affirment préférer une interaction humaine dans le service client, contre seulement 13% qui privilégient les solutions automatisées. De même, près de deux consommateurs sur trois (63%) préfèrent des recommandations de produits ou de services faites par des humains plutôt que par une IA.

La fusion est la clé

Même si les métiers manuels et humains ont encore beaucoup d'avenir, il ne faut pas oublier que l'intelligence artificielle prend de plus en plus de place, dans tous les domaines. Beaucoup d'experts pensent d'ailleurs que l'avenir du travail ne dépend pas d'un choix entre l'humain et la machine, mais d'une collaboration entre les deux. Les travailleurs de demain devront être capables de combiner les gestes manuels et les outils numériques. Par exemple, selon une étude de LinkedIn publiée en 2024, plus de la moitié des employeurs dans les métiers techniques recherchent des personnes qui savent à la fois utiliser leurs mains et se servir de logiciels d'IA, comme ceux de conception ou d'analyse de données.

Les assistants intelligents viennent en aide aux professionnels. Plombiers, mécaniciens ou même salons de coiffure qui intègrent l'IA dans leur activité gagnent en efficacité. L'IA peut déjà s'occuper des tâches répétitives, comme la prise de rendez-vous, la rédaction d'e-mails, la préparation de documents ou les relances clients. Elle permet ainsi aux artisans et praticiens de se concentrer sur l'essentiel : le travail manuel, la créativité et la relation humaine. Cette polyvalence implique une formation continue. À l'échelle mondiale, l'UNESCO (2023) prévoit que 80% des métiers nécessiteront une forme de compétence numérique d'ici 2030. Pour les travailleurs manuels, cela implique de savoir collaborer avec des drones de chantier, des imprimantes 3D ou des systèmes de gestion intelligents.

Toutefois, cette transition comporte des défis. Les petites entreprises peuvent manquer de moyens pour investir dans l'IA ou former leur personnel. Pourtant, celles qui réussissent à intégrer ces technologies constatent un gain de compétitivité : selon une étude de la Small Business Review (2024), les artisans utilisant des outils numériques voient leurs revenus augmenter en moyenne de 15 à 20%. Les compétences manuelles, lorsqu'elles sont enrichies par la technologie, deviennent un véritable levier de croissance.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

